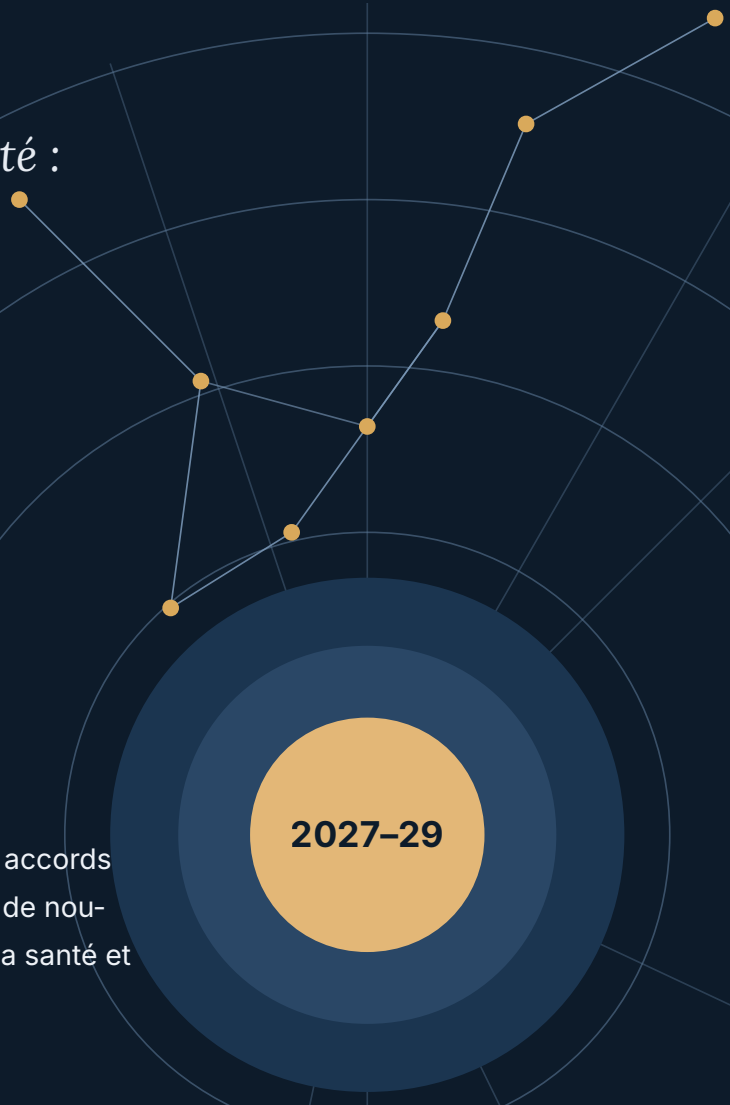
JOURNAL DE RUSSIE

POINT-PRESSE-RUSSIE.FR

DOSSIER / DIPLOMATIE & RELATIONS INTERNATIONALES

RUSSIE – AFRIQUE
LE SOMMET DE MOSCOU

Accords, échanges, souveraineté : les résultats et leurs limites



48 États africains représentés. Plus de 60 accords annoncés. Un plan d'action 2027–2029 et de nouvelles priorités sur l'agriculture, l'énergie, la santé et le numérique.

29 OCTOBRE 2026

Dossier spécial · Moscou

Enquête et synthèse fondées sur des sources officielles africaines, russes et internationales.

SOMMAIRE / ENJEUX ET RÉSULTATS

Une offensive diplomatique, des engagements à mesurer

Les 28 et 29 octobre 2026, Moscou a accueilli le troisième sommet Russie–Afrique, coprésidé par Vladimir Poutine et Évariste Ndayishimiye, président du Burundi et président en exercice de l'Union africaine. Les organisateurs mettent en avant l'ampleur de la participation, des documents communs et plus de 60 accords. Au-delà de l'affichage, la question centrale est celle de leur portée économique, juridique et opérationnelle. [3][11]

48
pays africains
représentés

21
dirigeants
selon le bilan russe

60+
accords annoncés
par les organisateurs

27 Md$
échanges 2025
selon Poutine

CE QUI EST CONFIRMÉ

Trois textes multilatéraux ont été adoptés : la déclaration finale du sommet, une déclaration sur les usages civils de l'intelligence artificielle et un plan d'action 2027–2029. Un plan distinct entre la Russie et la Commission de l'Union africaine couvre 19 domaines de coopération ; cette dernière précise explicitement qu'il ne crée pas d'obligations en droit international. [1][12]

CE QUI RELÈVE ENCORE DE L'ANNONCE

Le cap de plus de 50 milliards de dollars d'échanges, le déploiement de nouveaux centres linguistiques, l'accroissement de certaines livraisons agricoles et l'essor de projets industriels sont des ambitions ou engagements politiques. Leur concrétisation dépendra de contrats identifiables, de budgets, de calendriers et de réalisations vérifiables. [4][5]

LECTURE RAPIDE

PARTICIPATION
Un rendez-vous continental important, mais un niveau de représentation hétérogène et inférieur au premier sommet de 2019.

ÉCONOMIE
27 Md$ de commerce en 2025 ; un objectif d'au moins 50 Md$ encore dépourvu de trajectoire détaillée.

SÉCURITÉ
Un réseau de 45 accords militaires ou technico-militaires, dont la portée varie fortement selon les États.

PERSPECTIVE AFRICAINE
Des partenaires qui cherchent surtout infrastructures, transformation locale, compétences et diversification des alliances.

01

La diplomatie des chiffres : qui était à Moscou ?

Selon les données communiquées avant l'ouverture, 48 des 54 pays africains avaient confirmé leur participation. Le Kremlin avait annoncé 22 délégations représentées à haut niveau ; dans son bilan final, Poutine a évoqué 21 dirigeants africains. La différence tient potentiellement au périmètre de comptage ou aux mouvements de délégations, mais ne peut être tranchée sans liste nominative exhaustive et datée. [11][5]

3 500+
participants issus de 74 pays

1 200+
représentants d'entreprises, environ 630 sociétés

40+
sessions du forum économique et humanitaire

Les organisateurs font état de plus de 3 500 participants issus de 74 pays, de 1 200 représentants d'entreprises et d'environ 630 sociétés, réunis notamment dans plus de 40 sessions du forum économique et humanitaire. Ces données traduisent une mobilisation réelle ; elles restent des statistiques d'organisation, sans validation indépendante de chaque catégorie. [3]

La comparaison avec les précédentes éditions invite à la nuance. Sotchi, en 2019, avait rassemblé davantage de présidents et de chefs de gouvernement. En 2023, à Saint-Pétersbourg, le nombre de dirigeants africains présents avait été sensiblement réduit. Le sommet de Moscou apparaît donc comme une consolidation diplomatique plutôt qu'un retour au niveau inaugural. Les chiffres des trois éditions ne sont pas toujours produits selon des catégories uniformes.

La portée de la rencontre ne peut pas être déduite du seul nombre de drapeaux. Un chef d'État, un ministre des affaires étrangères et un ambassadeur ne disposent pas des mêmes capacités de décision immédiates. À l'inverse, une délégation ministérielle peut conclure des accords techniques importants. La liste des présents doit donc être croisée avec les signatures effectives.

Au-delà des partenaires sahéliens, on retrouve des acteurs disposant de relations internationales diversifiées, dont l'Égypte, le Kenya et l'Éthiopie. Leur participation n'implique pas un alignement automatique sur les positions russes, notamment sur l'Ukraine. [2][4]

02

Les textes adoptés : un cadre, pas encore un bilan

Le premier résultat institutionnel est l'adoption de trois documents : la déclaration finale du sommet, la déclaration relative à la coopération pour les usages civils de l'intelligence artificielle et le plan d'action du Forum de partenariat Russie–Afrique pour 2027–2029. La présidence égyptienne a confirmé cet ensemble le 29 octobre, offrant une validation distincte de la communication du Kremlin. [12]

Un second document mérite une attention particulière : le 28 octobre, Sergueï Lavrov et Mahmoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'Union africaine, ont signé un plan d'action Commission UA–Russie couvrant 19 domaines. L'organisation continentale cite notamment la paix, la sécurité, l'agriculture, l'énergie, les transports, la recherche, les technologies spatiales, le numérique, la santé, l'éducation et les échanges financiers. [1]

> **PORTÉE JURIDIQUE**
>
> L'Union africaine précise néanmoins sans ambiguïté que ce plan « ne crée pas de droits ni d'obligations en droit international ». Sa portée est donc celle d'un instrument de programmation politique et de dialogue institutionnel, pas celle d'un traité d'investissement opposable. Une action mentionnée dans le plan ne doit pas être présentée comme un projet déjà engagé ou financé. [1]

Un point mérite un suivi spécifique : les dispositifs de mise en œuvre. Le lecteur doit pouvoir identifier, pour chaque axe, les administrations responsables, les mécanismes de financement, les échéances, les critères de résultats et les éventuels comptes rendus de suivi. Sans ces éléments, une déclaration ambitieuse peut conserver une portée essentiellement diplomatique.

03

Soixante accords : quelle valeur exacte ?

Avant le sommet, les responsables russes évoquaient une trentaine de documents gouvernementaux, ministériels ou commerciaux en préparation. À l'issue des travaux, Anton Kobiakov, conseiller du président russe, a annoncé plus de 60 accords, sans compter les documents couverts par le secret commercial. Les deux nombres ne décrivent pas nécessairement le même périmètre et ne sont pas contradictoires par principe. [3]

Il faut surtout distinguer un protocole d'entente, un plan de coopération, un accord entre administrations, une convention bilatérale et un contrat industriel assorti de montants, d'acomptes ou de pénalités. Mettre ces catégories dans une même addition produit un indicateur d'activité diplomatique, non une mesure du capital investi.

Un exemple concret et circonscrit est l'accord russo-ougandais de suppression réciproque des visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service. Il améliore des conditions de déplacement officielles, sans ouvrir un régime général de libre circulation pour les citoyens des deux pays. [3]

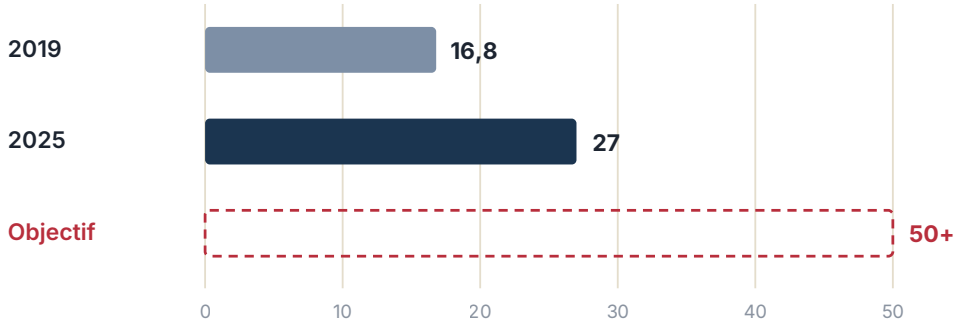
Pour évaluer la portée du sommet, un inventaire vérifiable devrait présenter le signataire de chaque accord, son statut juridique, son financement, son calendrier et ses livrables. Le bilan public disponible au 29 octobre ne permet pas de chiffrer les investissements fermes correspondant à la totalité des signatures.

04

Commerce : doubler les échanges, mais comment ?

Vladimir Poutine a annoncé un commerce russo-africain supérieur à 27 milliards de dollars en 2025 et fixé l'ambition de dépasser 50 milliards à moyen terme. Le passage de 27 à 50 milliards représenterait une hausse d'environ 85 %. Il s'agit d'un objectif, et non d'une prévision économique étayée par des commandes et des volumes logistiques déjà sécurisés. [4][5]

COMMERCE RUSSIE – AFRIQUE · en milliards de dollars



Échelle commune. Les valeurs 2019 et 2025 sont celles publiées par les autorités ; l'objectif de 50 Md$ est une ambition politique, sans calendrier détaillé.

La Russie vend notamment des céréales, des engrais, de l'énergie et des équipements industriels. Les exportations africaines vers la Russie demeurent globalement moins diversifiées ; pour quantifier précisément le solde, il faudrait disposer de données douanières homogènes, ventilées par origine, destination et classification de produits.

Le développement du commerce suppose des assurances, des ports adaptés, du transport maritime, des infrastructures de stockage et des banques capables d'exécuter les paiements. Les sanctions et les restrictions de correspondance bancaire compliquent certains circuits, sans empêcher tous les échanges. L'intérêt d'une décentralisation des paiements réside dans la réduction de certains goulets, mais elle crée aussi des besoins de liquidité et de convertibilité.

Sur le plan productif, l'enjeu décisif sera de distinguer la croissance d'exportations de matières premières et la création de capacités industrielles africaines. Un projet local de transformation agroalimentaire ou de fabrication d'engrais peut générer des emplois et de la valeur ajoutée ; il exige cependant davantage d'investissements que le simple accroissement des expéditions.

LE ROUBLE : « JUSQU'À 85 % »

Selon Poutine, la part du rouble dans les opérations commerciales russo-africaines atteindrait « jusqu'à 85 % ». Cette formule ne permet pas, sans méthodologie publiée, d'établir s'il s'agit de la valeur des paiements, de leur nombre ou d'un sous-ensemble d'opérations. Il faut aussi séparer monnaie de facturation, monnaie de règlement et canal bancaire utilisé. [8]

05

Céréales et engrais : le partenariat le plus tangible

L'agriculture est un domaine où la coopération se lit déjà dans des volumes physiques. Poutine a déclaré que la Russie avait exporté plus de 18 millions de tonnes de céréales vers l'Afrique en 2025, puis environ 13 millions sur les neuf premiers mois de 2026. Ces chiffres indiquent une relation commerciale significative, même s'ils ne précisent pas à eux seuls la répartition par pays ni les prix effectivement payés. [4]

18 Mt+
de céréales exportées vers l'Afrique en 2025

13 Mt
de céréales sur les neuf premiers mois de 2026

2,2 Mt+
d'engrais depuis janvier 2026 (1,5 Mt en 2025)

Moscou promet de rester un fournisseur de céréales à la fois sur une base contractuelle et, pour certains partenaires, à titre gratuit. Les dons ont un précédent observable : après le sommet de 2023, des cargaisons gratuites avaient été annoncées pour plusieurs États, notamment au Sahel et en Afrique orientale. Il faut toutefois distinguer aide humanitaire exceptionnelle, diplomatie alimentaire et flux commerciaux ordinaires.

Les livraisons d'engrais auraient atteint environ 1,5 million de tonnes en 2025 et dépassé 2,2 millions de tonnes depuis le début de 2026, d'après les déclarations présidentielles relayées par la presse russe. L'écart est notable, mais le chiffre 2026 ne constitue pas encore un bilan annuel définitif. [13][5]

L'impact sur les systèmes alimentaires africains dépendra surtout de l'accessibilité des engrais pour les producteurs, de la qualité des sols, du financement rural, des infrastructures et du coût du transport intérieur. La sécurité alimentaire ne se mesure pas uniquement au tonnage débarqué dans les ports. Des filières locales de transformation et de stockage seront nécessaires pour soutenir des effets durables.

06

Énergie et industrie : le laboratoire égyptien

Dans son discours officiel du 29 octobre, Abdel Fattah al-Sissi a cité deux réalisations emblématiques de la coopération bilatérale : la centrale nucléaire d'El-Dabaa et le projet de zone industrielle russe dans la zone économique du canal de Suez. Ces dossiers disposent d'une existence antérieure au sommet ; il serait donc impropre de les présenter comme des contrats créés à Moscou les 28 et 29 octobre. [2]

Le nucléaire civil illustre les engagements de longue durée que peut impliquer la présence russe : ingénierie, construction, formation, maintenance, combustible, sécurité et interactions avec les autorités de régulation. La valeur pour le pays hôte dépendra de la qualité des transferts de compétences, des coûts complets et du fonctionnement des installations après leur mise en service.

La zone industrielle de Suez relève d'une autre logique : attirer des industriels au voisinage d'infrastructures portuaires et logistiques afin de développer de la production et des exportations depuis l'Égypte. Sa réussite dépend des implantations effectives, de l'activité des usines et de leur insertion dans les chaînes d'approvisionnement régionales.

> **LES CINQ PRIORITÉS AFRICAINES SELON AL-SISSI**
>
> Corridors logistiques · commerce intra-africain · énergie et interconnexions électriques · sécurité hydrique et alimentaire · technologies de l'information et intelligence artificielle. Le discours égyptien met au premier plan les capacités productives africaines, et non la seule rivalité géopolitique entre grandes puissances. [2]

07

Santé, médicaments et surveillance épidémiologique

Le gouvernement russe a annoncé la prolongation jusqu'en 2029 de son programme de coopération sanitaire avec les pays africains, mis en œuvre par Rospotrebnadzor et consacré notamment à la surveillance des maladies infectieuses. C'est l'un des engagements assortis d'une échéance précise. [7]

La coopération envisagée peut associer laboratoires, diagnostic, formation d'épidémiologistes, surveillance sanitaire, équipements et systèmes d'alerte. Poutine a également promis d'accroître les livraisons de médicaments russes. Le champ annoncé est donc vaste, mais la documentation disponible au soir du sommet ne fournit pas une liste complète de projets nouveaux, de bénéficiaires ou de budgets additionnels.

La question sanitaire possède une dimension structurelle : renforcer des capacités africaines de laboratoire et de fabrication pharmaceutique offre un effet différent de la livraison ponctuelle de produits médicaux. Pour évaluer ce volet, il faudra suivre les infrastructures opérationnelles, les personnels formés et les campagnes ou interventions financées.

08

Intelligence artificielle : la nouvelle priorité institutionnelle

L'adoption d'une déclaration autonome sur l'usage civil de l'intelligence artificielle place le sujet au cœur du dispositif politique Russie–Afrique. Le plan signé avec la Commission de l'Union africaine élargit cette coopération au numérique, à la cybersécurité, aux technologies spatiales et à la recherche appliquée. [1][12]

L'Union africaine évoque, parmi les pistes de coopération, des systèmes d'alerte précoce mobilisant l'IA face aux risques de conflit, aux urgences de santé publique et aux catastrophes naturelles. Il s'agit de domaines proposés, pas de systèmes déjà déployés dans l'ensemble du continent. [1]

Les conditions de gouvernance seront déterminantes : propriété des données, lieu d'hébergement, interopérabilité, formation des ingénieurs locaux, audits de cybersécurité et autonomie contractuelle des administrations. Une déclaration commune sur l'IA ne règle pas automatiquement ces enjeux techniques et juridiques.

09

Étudiants, langue russe et réseaux d'influence

Selon les chiffres présentés au sommet et rapportés par Associated Press, près de 40 000 étudiants africains poursuivent des études en Russie. Cette présence prolonge une tradition de formation remontant à la période soviétique. Poutine a mentionné l'intérêt de plusieurs dirigeants pour l'ouverture de nouveaux centres d'enseignement du russe. [4][5]

La coopération universitaire peut avoir des retombées concrètes : médecins, ingénieurs, scientifiques, enseignants et cadres administratifs formés en Russie constituent autant de liens professionnels durables. Elle participe aussi d'une stratégie d'influence culturelle et institutionnelle comparable à celles d'autres partenaires du continent.

À ce stade, les chiffres publics ne constituent pas un inventaire des nouvelles implantations. Pour mesurer l'effort nouveau, il faudra recenser les bourses supplémentaires, les établissements concernés, les conventions de diplômes, les langues d'enseignement et les moyens affectés aux centres annoncés.

10

Défense : accords existants et enjeux de terrain

Poutine a affirmé que la Russie disposait d'accords intergouvernementaux de coopération militaire ou militaro-technique avec 45 pays africains. Le chiffre est important mais son interprétation doit rester précise : disposer d'un accord-cadre ne signifie ni déploiement de soldats ni fourniture récente d'armements dans chacun des 45 États. [6]

Dans le Sahel, les transitions sécuritaires ont entraîné une reconfiguration des partenaires étrangers. Les autorités maliennes, burkinabè et nigériennes ont renforcé leurs relations avec Moscou dans des contextes où la présence française et occidentale a été réduite. La transformation de structures liées à Wagner en dispositif Africa Corps illustre une institutionnalisation de certains engagements russes. [4][9]

L'efficacité de ces partenariats demeure controversée. Certains responsables nationaux soulignent l'appui à la souveraineté et aux capacités militaires ; des observateurs et organisations documentent simultanément des violences contre des civils et une insécurité persistante dans plusieurs régions. Les bilans doivent être appréciés en distinguant acteurs, périodes, périmètres géographiques et niveau de preuve. [9][10]

CE QUE LES SOURCES NE PERMETTENT PAS D'ÉTABLIR

Le sommet n'a pas permis, sur la base des sources ici réunies, d'établir la valeur et la liste exhaustives de nouveaux contrats d'armement signés pendant ces deux journées. Tout rapprochement automatique entre les « plus de 60 accords » et un programme massif de livraisons militaires serait infondé.

11

La voix africaine : autonomie plutôt qu'alignement

L'intervention égyptienne offre un contrepoint utile au récit strictement centré sur Moscou. Al-Sissi insiste sur la transformation locale des matières premières, l'industrialisation, les corridors, l'énergie, les ressources en eau et la place de l'Afrique dans la gouvernance mondiale. Il rappelle le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies. [2]

Le Kenya, l'Éthiopie, l'Égypte et les pays sahéliens n'ont ni la même structure économique ni les mêmes partenariats stratégiques. La diversité des délégations ne saurait être interprétée comme la constitution d'un bloc uniforme. Beaucoup de gouvernements souhaitent multiplier leurs options financières et diplomatiques avec la Chine, les États-Unis, l'Union européenne, la Turquie, l'Inde, les monarchies du Golfe et la Russie.

La Russie soutient publiquement une représentation africaine accrue dans certaines institutions internationales ; ce soutien peut servir ses propres objectifs diplomatiques tout en correspondant à des revendications africaines beaucoup plus anciennes. Les deux dimensions ne s'excluent pas. [4][9]

Le véritable critère d'autonomie sera la capacité des États africains à négocier des prix, des contrats, des transferts technologiques et des mécanismes de contrôle compatibles avec leurs priorités nationales, indépendamment de la puissance qui les propose.

12

Lignes de fracture et sujets restés ouverts

Le sommet n'efface pas les controverses entourant le recrutement de ressortissants africains pour la guerre en Ukraine. Des États, notamment le Kenya, ont soulevé la question de citoyens attirés par de possibles promesses d'emploi puis envoyés combattre. Les estimations chiffrées circulant publiquement proviennent de sources variées, parfois parties prenantes au conflit ; elles ne doivent pas être reprises comme des dénombrements indépendants sans vérification documentaire. [9]

La compétition pour les ressources minières, l'énergie, les infrastructures et les marchés agricoles peut également produire des asymétries contractuelles. Une coopération présentée comme souveraine n'exclut pas les risques de dépendance financière, technique ou politique. Ceux-ci doivent être appréciés projet par projet, plutôt que déduits de l'origine du partenaire.

Les contraintes bancaires, les sanctions secondaires et les difficultés d'assurance ou de transport maritime restent des paramètres importants. Un accroissement durable des échanges exige des solutions qui soient à la fois techniquement opérationnelles, économiquement viables et compatibles avec les règles applicables aux différents partenaires.

13

Ce qu'il faudra vérifier de 2027 à 2029

Les résultats diplomatiques du sommet sont identifiables ; leur transformation en résultats économiques ou sociaux reste ouverte. Le tableau ci-dessous sépare ce qui est acquis, ce qui est annoncé et ce qui doit être documenté.

DOMAINE	ÉTABLI AU 29/10	À CONTRÔLER
Diplomatie	48 États représentés ; 21 dirigeants annoncés	Liste nominative et niveaux de représentation
Cadre politique	Trois textes adoptés ; plan UA–Russie signé	Calendrier de mise en œuvre et rapports publics
Accords	Plus de 60 documents annoncés	Inventaire, statut, montants et signataires
Commerce	27 Md$ d'échanges déclarés en 2025	Progression vers 50 Md$, ventilation pays/produit
Agriculture	Flux de céréales et engrais annoncés	Contrats, acheminement, prix, bénéficiaires
Santé	Programme prolongé jusqu'en 2029	Budget, structures et indicateurs sanitaires
Numérique	Déclaration sur l'IA adoptée	Projets pilotes, gouvernance des données
Sécurité	45 accords-cadres militaires annoncés	Contrats nouveaux, déploiements et résultats

Cinq indicateurs donneront une lecture crédible de l'exécution :

1. Montant des investissements effectivement décaissés
2. Capacités de production construites et mises en service
3. Volume et composition des échanges
4. Bourses, formations et infrastructures sanitaires réalisées
5. Bilans indépendants ou contradictoires publiés

14

Conclusion : une relation qui s'institutionnalise

Le troisième sommet Russie–Afrique ne se résume pas à une déclaration de politique étrangère. Des textes ont été adoptés, un cadre de dialogue avec la Commission de l'Union africaine couvre 19 domaines et les organisateurs recensent plus de 60 signatures. La Russie dispose déjà de flux agricoles, de projets énergétiques et de partenariats de formation ou de sécurité qui donnent une substance à sa présence sur le continent. [1][3][4]

Pour autant, le poids économique russe demeure plus limité que celui de plusieurs autres partenaires internationaux du continent, et le détail financier des nouveaux accords n'est pas encore consolidé. La déclaration sur l'IA et l'objectif de plus de 50 milliards de dollars d'échanges témoignent d'une ambition, non d'un résultat déjà atteint.

La question centrale n'est donc ni celle d'une adhésion uniforme de l'Afrique à Moscou ni celle d'une diplomatie dépourvue de conséquences. Elle est celle du passage d'un réseau de relations politiques à des projets productifs, soutenables et vérifiables. Les États africains jugeront ces partenariats à l'aune des infrastructures, des compétences, des emplois et des marges de souveraineté qu'ils permettront effectivement de développer.

> *Le succès du partenariat Russie–Afrique se mesurera à notre capacité à transformer les ententes politiques et économiques en réalisations concrètes et en projets durables.*
>
> **ABDEL FATTAH AL-SISSI, PRÉSIDENT DE L'ÉGYPTE**
> Discours officiel au sommet, traduction du sens · Présidence égyptienne, 29 octobre 2026

15

Chronologie et sources

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

2019	Premier sommet Russie–Afrique, à Sotchi.
2023	Deuxième sommet, à Saint-Pétersbourg ; nouveaux engagements agricoles.
28 octobre 2026	Ouverture du troisième sommet et signature du plan Commission de l'UA–Russie 2027–2029.
29 octobre 2026	Séances plénières ; adoption des trois documents communs ; annonce de plus de 60 accords.
2027–2029	Période de référence des nouveaux plans d'action ; suivi attendu des projets et des financements.

SOURCES DOCUMENTAIRES ET LIENS DIRECTS

Les références suivantes renvoient aux publications accessibles au 29 octobre 2026. Les documents de communication officielle sont signalés comme tels ; les articles de presse servent au recoupement des déclarations et des chiffres. Les URL sont cliquables dans le PDF.

01 **Union africaine, plan d'action Commission UA–Russie, 28 octobre 2026**
https://au.int/en/pressreleases/20261028/signature-au-commission-russian-federation-action-plan-2027-2029

02 **Présidence égyptienne, discours du président Al-Sissi, 29 octobre 2026**
https://sis.gov.eg/en/presidency/speeches-telegrams-posts/president-el-sisis-speech-at-plenary-session-of-3rd-russia-africa-summit/

03 **Vedomosti, bilan des plus de 60 accords, 29 octobre 2026**
https://www.vedomosti.ru/politics/news/2026/10/29/1241047-forume-podpisali

04 **Associated Press, compte rendu du sommet, 29 octobre 2026**
https://apnews.com/article/7fa56468d33f98dade1996202fb1f469

05 **Vedomosti, principaux propos de Poutine, 29 octobre 2026**
https://www.vedomosti.ru/politics/articles/2026/10/29/1241089-glavnoe-iz-putina

06 **Interfax, coopération militaire avec 45 États, 29 octobre 2026**
https://www.interfax.ru/russia/1125755

07 **Interfax, prolongation de la coopération sanitaire, 28 octobre 2026**
https://www.interfax-russia.ru/rossiya-i-mir/rossiya-prodlit-programmu-sodeystviya-afrike-v-borbe-s-infekcionnymi-zabolevaniyami-putin

08 **Vedomosti, part du rouble dans les règlements, 29 octobre 2026**
https://www.vedomosti.ru/economics/news/2026/10/29/1241082-dolya-rublya

09 **Reuters, stratégies africaines et géopolitique du sommet, 28 octobre 2026**
https://www.reuters.com/world/africa/putin-woos-african-leaders-showcase-summit-says-russia-is-better-partner-than-2026-10-28/

10 **Chatham House, analyse des perspectives économiques, octobre 2026**
https://www.chathamhouse.org/2026/10/russia-africa-summit-moscow-engaging-more-africa-its-delivery-limited

11 **Anadolu, délégations et programme officiel, 28 octobre 2026**
https://www.aa.com.tr/en/features/explainer-what-to-expect-from-russia-africa-summit-in-moscow/4103312

12 **Ahram Online, adoption des trois textes, 29 octobre 2026**
https://english.ahram.org.eg/NewsContentP/1/581209/Egypt/ElSisi-rejects-moves-to-militarize-Red-Sea%2C-outlin.aspx

13 **PRIME / RIA Novosti, livraisons d'engrais, 29 octobre 2026**
https://1prime.ru/20261029/udobreniya-874753497.html

14 **SIS Égypte, dossier sur la visite présidentielle au sommet, 28 octobre 2026**
https://sis.gov.eg/en/presidency/foreign-affairs/foreign-visits/president-el-sisi-participates-in-third-russia-africa-summit-in-moscow-2026/

15 **Site officiel du Kremlin, présidence russe**
https://kremlin.ru/

MÉTHODOLOGIE ET LIMITE TEMPORELLE

Dossier arrêté au 29 octobre 2026. Les chiffres déclarés par les gouvernements et organisateurs sont présentés comme tels. L'adoption d'un texte, la signature d'un protocole, un engagement financier et l'exécution d'un chantier sont traités comme des catégories distinctes. Les données susceptibles d'évoluer, notamment le nombre final de participants, l'inventaire des signatures ou le détail des crédits, requièrent des actualisations ultérieures. Ce document est une synthèse journalistique et non une certification comptable ou juridique.

Reproduction avec mention de la source.